

CRONSTADT, DERNIER SURSAUT DES SOVIETS...

Qu'était donc en définitive, le soulèvement de Cronstadt? Une insurrection contre-révolutionnaire? Une révolte sans buts contre-révolutionnaires, mais qui devait nécessairement ouvrir les portes à la contre-révolution? Ou bien était-ce simplement une tentative des classes laborieuses pour réaliser les promesses d'Octobre?

Cette révolte devait-elle inéluctablement se produire? L'aboutissement sanglant de ce mouvement était-il fatal?

Voilà la série de questions auxquelles prétend répondre la conclusion du présent exposé.

Les accusations de Trotski:

Les accusations formulées contre Cronstadt par les bolchéviks en 1921 sont exactement les mêmes que celles développées plus tard par l'historien stalinien Poukhov dans son livre édité en 1931. Trotski les répétait et les trotskistes les répètent encore. D'ailleurs, l'attitude de Trotski sur cette question fut toujours gênée et bizarre. Il sortait ses accusations au compte-goutte, au lieu de les exposer une fois pour toutes. En 1937, quand, pour la première fois, il parla de Cronstadt dans la presse (dans ses livres touchant l'histoire de la révolution russe, il n'en parla presque jamais), il commença par nous dire «*que le pays avait faim, que les marins de Cronstadt exigeaient des privilèges et que la mutinerie était dictée par leur désir de rations privilégiées de vivres*» (1). Inutile de dire que pareille revendication ne fut jamais formulée par les Cronstadiens, et Trotski, ayant sans doute pris soin de lire certains documents, abandonnera ce point d'accusation dans ses écrits ultérieurs sur Cronstadt. Il reste néanmoins qu'il a commencé ses accusations publiques par un faux.

Dans son article de *la Lutte Ouvrière* belge du 26 février 1938, il dit: «*Du point de vue de classe qui - sans offenser messieurs les éclectiques - reste le critère fondamental pour la politique comme pour l'histoire, il est extrêmement important de comparer la conduite de Cronstadt à celle de Petrograd dans ces journées critiques. A Petrograd aussi, on avait extrait de la classe ouvrière toute la couche dirigeante. Dans la capitale abandonnée régnait la famine et le froid avec une cruauté peut-être plus grande qu'à Moscou... Le journal de Cronstadt parlait de barricades à Petrograd, de milliers (2) de tués. La presse du monde entier annonçait la même chose. Mais en fait exactement le contraire s'est produit. Le soulèvement de Cronstadt n'attira pas, mais repoussa les ouvriers de Petrograd. La démarcation se fit selon la ligne de classe. Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Cronstadt se trouvaient de l'autre côté de la barricade et soutinrent le pouvoir soviétique*».

Ici, encore, Trotski dit des choses absolument contraires à la vérité. Nous avons signalé au début de cet exposé que Petrograd avait précisément la première commencé le mouvement par une vague de grèves et que Cronstadt l'avait suivie. C'est contre les grévistes de Petrograd que le pouvoir central organisa un état-major spécial dénommé *Comité de Défense*. La répression commença tout d'abord contre les ouvriers de Petrograd et contre leurs démonstrations par l'envoi de détachements armés de koursantys.

(1) Bulletin de l'Opposition n° 56-57 en langue russe.

(2) Il est inexact que le journal de Cronstadt ait parlé des milliers de tués à Petrograd.

Les ouvriers de Petrograd n'avaient pas d'armes et ne pouvaient se défendre comme les marins cronstadiens. La répression militaire dirigée contre les Cronstadiens les a certainement effrayés. Nous avons exposé ci-dessus notre opinion concernant la conduite de Petrograd. La démarcation se fit non pas «selon la ligne de classe», mais selon la force des organes répressifs. Si les ouvriers de Petrograd n'ont pas suivi Cronstadt, cela ne prouve nullement qu'ils étaient pas d'accord avec lui. Plus tard, également, quand le prolétariat russe ne suivit pas les diverses oppositions, cela ne prouva pas non plus qu'il était d'accord avec Staline. Il n'était question, dans de tels cas, que de forces en présence.

Dans ce même article, Trotski répète son argument concernant l'épuisement de Cronstadt au point de vue révolutionnaire et dit que si les marins se trouvaient considérablement au-dessus du niveau idéologique de l'armée rouge en 1917 et 1918, par contre, en 1921, ils étaient bien en dessous. Cet argument se trouve contourné par des documents officiels de l'armée rouge montrant la communauté d'esprit des Cronstadiens et des larges masses de l'armée.

Trotski blâme ses contradicteurs qui l'attaquent, dit-il, bien tardivement pour la répression de Cronstadt. *«La campagne autour de Cronstadt se mène dans certains milieux avec une énergie qui ne se relâche pas. On pourrait croire que cette rébellion ne s'est pas produite il y a dix-sept ans mais hier seulement».*

Nous pensons que dix-sept ans constituent un laps de temps très court à l'échelle historique et que parler de Cronstadt n'est pas évoquer le «temps des Pharaons égyptiens». De plus, il nous apparaît comme logique de chercher les origines de la grande catastrophe russe dans cet épisode saillant et symptomatique, à un moment où la répression des couches laborieuses s'exerçait non pas par un Staline, mais par la fine fleur du bolchévisme, par Lénine et Trotski. Evoquer dans ce but la révolte de Cronstadt ne signifie donc pas: *«avoir intérêt à discréditer la seule tendance véritablement révolutionnaire qui n'ait jamais renié son drapeau, qui ne se soit jamais compromise avec l'ennemi et qui seule représente l'avenir»*, comme le prétend Trotski.

Cependant celui-ci n'a rien perdu de son hostilité envers les insurgés pendant ces dix-sept ans. Il n'a pas d'argument, il se sert de racontars. Ainsi il nous rapporte qu'«à Cronstadt, garnison qui ne faisait rien et qui vivait sur le passé, la démoralisation avait atteint d'importantes proportions. Quand la situation devint particulièrement difficile dans Petrograd affamée, on examina plus d'une fois au Bureau politique la question d'un «emprunt intérieur» à Cronstadt où il restait encore d'anciennes réserves de denrées de toutes sortes. Mais les délégués de Petrograd répondaient: *«Ils ne nous donneront rien de bon gré; ils spéculent sur le drap, le charbon, le pain, car à Cronstadt maintenant toute la racaille a relevé la tête».*

Pour juger la bonne foi de cet argument concernant les anciennes réserves de toutes sortes, il suffit de rappeler l'appel du *Comité de Défense* de Petrograd (cité par ailleurs) lancé le 5 mars et qui dit: *«...vous serez obligés de vous rendre. Cronstadt n'a ni pain, ni combustible».* Que sont donc alors devenues les réserves en question? D'autre part, les *Izvestia* de Cronstadt contiennent des renseignements concernant la distribution aux enfants sur présentation des bons 6 et 5, d'une livre de pommes de terre séchées.

Le 8 mars, on distribue 4 litres d'avoine pour 4 jours, le 9 mars on donna un quart de livre de galettes (espèce de biscotte noire, moitié farine, moitié poudre de pommes séchées). Le 10 mars, le Comité régional des métallurgistes décida de mettre à la disposition de la communauté la viande de cheval à laquelle les ouvriers avaient droit. On a distribué durant l'insurrection une boîte de lait condensé par personne, une autre fois de la conserve de viande et une dernière fois, aux enfants, une demi-livre de beurre. C'est là sans doute, ce que Trotski appelle des «réserves de toutes sortes», qui auraient pu, selon lui, être empruntées, et représenter quelque chose dans la grande famine russe. Ajoutons qu'avant l'insurrection, ces «réserves» se trouvaient entre les mains des fonctionnaires communistes et que d'eux seuls dépendait le consentement à l'«emprunt» supposé. Le matelot du rang, celui qui a fait l'insurrection n'avait aucune possibilité de s'y opposer, même s'il l'avait voulu.

La question est donc éclaircie, elle montre la valeur des arguments opposés aux Cronstadiens.

Employer de tels arguments au cours d'une discussion importante et y substituer consciemment une polémique sur la révolution espagnole, démontre un fait grave: l'absence d'arguments valables en la

matière chez les bolcheviks (car Trotski n'est pas la figure centrale de la répression de Cronstadt, Lénine et le Politbureau ont dirigé la grande opération). La responsabilité en incombe également à l'*Opposition Ouvrière* qui, d'après des témoignages personnels de communistes étrangers ayant résidé en Russie à cette époque, n'était nullement d'accord avec les mesures prises contre les insurgés, mais qui n'osa pas ouvrir la bouche pour prendre la défense de Cronstadt. Au Xème congrès du Parti, personne ne protesta contre la tuerie des insurgés, et l'ouvrier Loutouvinov, membre en vue du Comité Central Exécutif des soviets, un des leaders de l'*Opposition ouvrière*, arrivé au mois de mars 1921 à Berlin pour une mission diplomatique (en réalité exilé) fit la déclaration suivante à propos de la révolte: «*Les nouvelles publiées par la presse étrangère sur les événements de Cronstadt sont fortement exagérées. Le gouvernement des soviets est assez fort pour en finir avec les rebelles. La lenteur des opérations s'explique par le fait qu'on veut épargner la population de Cronstadt*».

(Cité d'après *l'Humanité* du 18 mars 1921) (3).

Trotski se sert aussi d'un autre argument contre les insurgés, argument fort dangereux pour les oppositionnels: il les accuse, d'avoir spéculé sur leur passé révolutionnaire. Staline utilisera d'ailleurs le même argument contre Trotski et les vieux bolcheviks et ce n'est que plus tard qu'il les accusa d'avoir été, dès le commencement de la révolution, des agents de la bourgeoisie internationale. Au cours des premières années de lutte, il concédait que Trotski avait rendu d'immenses services à la révolution, mais il ajoutait que depuis, il était passé dans les rangs de la contre-révolution. Il faut juger un homme sur ses actes présents et non sur son passé disait-on, et l'exemple de Mussolini revenait infailliblement.

Cependant Trotski n'a pu nous expliquer comment la rupture idéologique de Cronstadt et de la flotte tout entière, ni l'état d'esprit des éléments communistes de la flotte pendant la discussion sur les syndicats, lors des élections au 8ème Congrès panrusse de soviets et à la seconde conférence communiste de la flotte baltique à la veille même de l'insurrection. Ce sont là cependant les points importants autour desquels on doit centrer la discussion. Quand Trotski affirme que tout ce qui soutenait le gouvernement était véritablement prolétarien et progressif et que le reste représentait la contre-révolution paysanne, nous sommes en droit de lui demander de nous prouver cette affirmation par une analyse sérieuse des faits. Le déroulement ultérieur des événements a montré qu'il y avait dans la direction de la révolution une terrible erreur d'aiguillage qui a compromis et détruit toutes les conquêtes sociales, politiques et morales. L'insurrection de Cronstadt représentait-elle vraiment une tentative d'orientation de la révolution sur une autre voie, voilà la question primordiale qu'il faut poser. N'envisageons le reste que d'une façon secondaire, découlant de ce grave problème!

Ce n'est certainement pas l'écrasement de Cronstadt qui avait arrêté la révolution. Ce sont au contraire les méthodes politiques utilisées contre Cronstadt et pratiquées sur une large échelle dans toute la Russie qui, à notre avis, ont contribué à installer sur les ruines de la révolution sociale un régime oligarchique, n'ayant rien de commun avec les idées qui avaient présidé à son édification (4).

Les interprétations bolcheviques:

En 1921, le gouvernement bolchéviste prétendait que Cronstadt s'était insurgé d'après un plan conçu. Cette version prit naissance dans une note parue dans quelques journaux français (*Le Matin, l'Echo de Paris*) du 15 février où l'insurrection était annoncée. De là l'affirmation que l'insurrection était dirigée par l'Entente.

(3) Loutouvinov se suicida au mois de mai 1924 à Moscou.

(4) Dans son dernier livre, écrit dans les circonstances tragiques d'une lutte inégale avec son ennemi mortel, Trotski fait un effort d'objectivité considérable pour lui. Voici ce qu'il dit à propos de Cronstadt: «*L'école stalinienne de falsification n'est pas la seule qui aujourd'hui prospère dans le domaine de l'histoire russe. En effet la falsification est alimentée dans quelque mesure par certaines légendes reposant sur l'ignorance et le sentimentalisme, telles que les sombres contes concernant Cronstadt, Makhno et d'autres épisodes de la révolution. Il suffira de dire que ce que le gouvernement soviétique fit à contre-cœur à Cronstadt fut une nécessité tragique; évidemment le gouvernement révolutionnaire ne pouvait pas faire cadeau aux marins insurgés de la forteresse qui protégeait Petrograd, simplement parce que quelques anarchistes et socialistes-révolutionnaires douteux patronnaient une poignée de paysans réactionnaires et de soldats en rébellion. Des considérations analogues furent envisagées dans le cas de Makhno et d'autres éléments révolutionnaires en puissance qui, peut-être, avaient de bonnes intentions, mais qui agissaient nettement mal*».

Trotski: *Staline*, édition anglaise, p. 337.

Et c'est ce fragile argument qui servit à Lénine pour affirmer au Xème Congrès du Parti: «*Nous avons vu succéder aux bolcheviks une sorte de conglomerat indéfinissable ou d'alliance de divers éléments probablement un peu de droite mais surtout à «gauche» des bolchéviks - la somme des groupements politiques qui sont arrivés à s'emparer du pouvoir à Cronstadt est indéfinissable. Il n'y a cependant pas de doute que les généraux gardes blancs y aient également joué un grand rôle, la preuve en a été faite. Deux semaines avant les événements de Cronstadt, la presse parisienne publiait déjà la nouvelle d'une insurrection à Cronstadt*». (Lénine, Œuvres Complètes. Vol. XXVI. p. 214, édit. anglaise).

En réalité les fausses nouvelles concernant la Russie n'étaient pas une exception, il en parut avant, pendant et après Cronstadt. Il est incontestable que la bourgeoisie mondiale, hostile à la révolution russe, s'empressait d'exagérer les mauvaises nouvelles venant de Russie. Or, le 15 février, la seconde Conférence communiste de la flotte de la Baltique avait voté une résolution défavorable à la direction politique de la flotte. Ce fait pouvait être facilement grossi par la presse bourgeoise qui prenait une fois de plus ses désirs pour des réalités. Aussi, formuler une accusation sur la base d'une telle «preuve» est inadmissible et immoral.

En 1938, Trotski lui-même ne reprend plus cette accusation, mais dans son article déjà cité il renvoie à une étude faite sur la révolte par un trotskyste américain John G. Wright. Celui-ci, dans un article publié dans *The New Internationalist* de février 1938, reprend à nouveau cet argument que la révolte fut préparée d'avance étant donné que la presse l'avait annoncée le 15 février. Il dit: «*La connexion entre la contre-révolution et Cronstadt put être établie non seulement de la bouche des adversaires du bolchévisme, mais aussi sur la base de faits irréfutables*». Quels sont ces faits irréfutables? Ce sont toujours des citations de la presse bourgeoise (*Matin, Vossische Zeitung, Times*) qui rapportent de fausses nouvelles avant et pendant l'insurrection.

La faiblesse de tels arguments est facile à établir, mais le fait qu'on les emploie non pas sur le vif, lors de la bataille, mais 17 ans plus tard est beaucoup plus grave. Trotski et les trotskistes devraient être plus prudents en formulant sans aucune preuve des accusations de cet ordre. Staline a su à l'occasion se servir de pareil précédent.

Si le gouvernement bolchéviste avait à l'époque des preuves de cette connexion avec les contre-révolutionnaires, pourquoi n'a-t-il pas publiquement jugé les insurgés en montrant à la Russie laborieuse la véritable raison du soulèvement? S'il ne l'a pas fait, c'est que ces preuves n'existaient pas.

On nous dit d'autre part que l'introduction à temps de la NEP aurait permis d'éviter l'insurrection. Or comme nous l'avons établi ci-dessus, l'insurrection ne s'est pas produite d'après un plan préconçu et nul ne savait qu'elle devait nécessairement avoir lieu. Nous ne possédons pas de théorie sur la genèse des mouvements populaires et il est fort possible que dans d'autres conditions économiques et politiques que celles qui existaient au printemps 1921 l'insurrection aurait pu ne pas se produire. Par contre, elle aurait pu aussi avoir lieu sous une autre forme, dans un autre centre, par exemple à Nijni-Novgorod où un mouvement important se produisit simultanément à la grande vague de grèves de Petrograd. Les conditions particulières de la flotte, le passé révolutionnaire de Cronstadt ont certes joué leur rôle, mais dans quelle mesure, on ne peut l'affirmer avec certitude. Il en est de même de l'affirmation que la NEP introduite à temps, quelques mois auparavant, eût évité cette révolte.

La *Nouvelle Politique Economique* fut en effet proclamée au moment du massacre des insurgés mais il n'en découle nullement qu'elle correspondait aux revendications formulées par les marins. Dans les «*Izvestia*» de Cronstadt du 14 mars nous trouvons à ce sujet un passage caractéristique: «*...Cronstadt exige non pas la liberté de commerce mais le véritable pouvoir des soviets*», disent les insurgés.

D'autre part les grévistes de Petrograd, tout en réclamant la réouverture des marchés et l'abolition des barrages de milice, affirmaient eux aussi que le commerce libre seul ne résoudrait pas le problème.

Certes dans la mesure où la NEP substituait l'impôt en nature aux réquisitions forcées des vivres et rétablissait le commerce intérieur, elle satisfaisait certaines revendications des Cronstadiens et des ouvriers en grève de Petrograd. Pour autant qu'avec la NEP cessait le rationnement des vivres et les confiscations arbitraires, elle permettait aux petits propriétaires de vendre leurs marchandises sur les

marchés réouverts et, de cette façon mettait fin à la grande famine. Ainsi la NEP apparaissait avant tout comme une mesure de sauvetage.

Mais en même temps la NEP déchainait les éléments capitalistes du pays, tandis que la dictature d'un seul parti laissait le prolétariat et la paysannerie laborieuse sans possibilité de se défendre contre ces mêmes forces capitalistes. *«La classe dictatoriale est en fait dépourvue des droits politiques les plus élémentaires»*, disait la *Vérité Ouvrière* (groupe oppositionnel communiste) en 1922, tandis que le *Groupe Ouvrier* (autre groupement oppositionnel) caractérisait la situation de la façon suivante: *«Le prolétariat est absolument sans droits, les syndicats étant un instrument aveugle aux mains des fonctionnaires»*.

Les insurgés de Cronstadt n'exigeaient nullement un pareil changement des choses; ils proposaient au contraire des mesures tendant à rendre à la classe ouvrière et à la paysannerie laborieuse leur véritable place dans le régime. De tout ce programme les bolchéviques n'ont satisfait que les revendications les moins importantes figurant à la onzième place de la résolution des insurgés, et ils ont ignoré la revendication de la démocratie ouvrière.

Pourtant celle-ci, formulée dans la résolution du *Petropavlovsk* n'était ni fantaisiste ni dangereuse. Contrairement à l'opinion de V. Serge qui dans *la Révolution Prolétarienne* du 10 septembre 1937 affirme que: *«...plus tard, quand ils (les marins) se virent engagés dans un combat mortel, ils formulèrent une revendication extrêmement dangereuse à ce moment-là, mais sincèrement révolutionnaire et désintéressée celle des soviets librement élus. En souhaitant déchaîner les éléments d'une tourmente purificatrice, ils n'eussent pu en réalité, qu'ouvrir les portes à une contre-révolution paysanne, dont les Blancs de l'intervention étrangère eussent promptement tiré parti. Cronstadt insurgé n'était pas contre-révolutionnaire; mais sa victoire eût amené infailliblement la contre-révolution»*. Contrairement à cette affirmation nous croyons les revendications politiques des marins empreintes d'une véritable sagesse politique en tant qu'issues, non pas d'une théorie abstraite, mais de la parfaite connaissance de la vie russe, elles n'étaient nullement contre-révolutionnaires.

A la lumière de Rosa Luxembourg:

Il est opportun de rappeler qu'un personnage politique, vénéré dans le monde entier comme un grand militant socialiste, Rosa Luxembourg, écrivait dès 1918, à propos du manque de démocratie dans la direction de la révolution russe: *«...C'est un fait incontestable que sans une liberté illimitée dans la presse, sans une liberté absolue de réunion et d'association, la domination des larges masses populaires est inconcevable... Les tâches gigantesques auxquelles les bolchéviques se sont attelés avec courage et résolution, nécessitent l'éducation politique des masses la plus intensive et une accumulation d'expériences qui n'est jamais possible sans libertés politiques. La liberté réservée aux seuls partisans du gouvernement, aux seuls membres du parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme pour la «justice», mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient en cela et qu'elle perd de son efficacité quand la liberté devient un privilège»*.

«Nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle, continuait Rosa Luxembourg, pour nous cela ne veut dire qu'une seule chose: nous avons toujours fait la distinction entre le fond social et la forme politique de la démocratie bourgeoise... La tâche historique qui incombe au prolétariat une fois arrivé au pouvoir, c'est de créer à la place de la démocratie bourgeoise la démocratie socialiste et non de supprimer toute démocratie».

Et elle continuait: *«...cette dictature (du prolétariat) consiste dans la manière d'appliquer la démocratie et non dans son abolition, cette dictature doit être l'œuvre de la classe et non d'une petite minorité dirigeant au nom de la classe; ... en étouffant la vie politique dans tout le pays, il est fatal que la vie dans les soviets eux-mêmes soit de plus en plus paralysée. Sans élections générales sans liberté illimitée de presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie reste le seul élément actif»*.

Nous nous sommes attardés sur ces citations afin de montrer que Rosa Luxembourg en démontrant et en affirmant la nécessité de la démocratie, allait beaucoup plus loin que les Cronstadiens qui limitaient

la leur uniquement au profit du prolétariat et de la paysannerie laborieuse. Rosa Luxembourg formula ses critiques sur la Révolution russe en 1918 en pleine guerre civile alors que la résolution du *Petropavlovsk* fut votée à un moment où la lutte armée était virtuellement terminée. Personne n'osera, sur la base de cette critique, accuser Rosa Luxembourg d'avoir été en relation avec la bourgeoisie mondiale. Pourquoi donc les revendications des marins sont-elles dénoncées comme dangereuses et devant infailliblement mener à la contre-révolution? La marche ultérieure des événements n'a-t-elle pas donné pleinement raison aux Cronstadiens et à Rosa Luxembourg? N'avait-elle pas raison de dire que le prolétariat avait pour devoir d'appliquer une dictature de classe et non celle d'un parti ou d'une clique? Dictature de classe, d'après Rosa Luxembourg «*C'est-à-dire dans la publicité la plus large, la participation la plus active, la plus illimitée des masses populaires dans une démocratie sans limites*» (5).

Une troisième révolution soviétique:

En formulant des revendications démocratiques, les insurgés de Cronstadt ne connaissaient probablement pas les écrits de Rosa Luxembourg, mais ils connaissaient par contre, la première Constitution de la république soviétique, votée le 10 juillet 1918 par le Vème Congrès panrusse des soviets et dont les articles 13, 14, 15 et 16 accordaient les libertés démocratiques (de conscience, de réunion, d'union et de presse) aux travailleurs, ce qui enlevait tout droit aux privilèges à tout groupe ou parti (art. 22 et 23). D'après cette même Constitution, aucun travailleur ne pouvait être privé du droit de vote, ni de celui de candidature, s'il satisfaisait aux conditions formulées dans les articles 64 et 65, c'est-à-dire, s'il n'exploitait pas le travail d'autrui ou s'il ne vivait pas de revenus autres que ceux provenant de son travail.

Le mot d'ordre principal de l'insurrection de Cronstadt - tout le pouvoir aux soviets et non pas au parti - était emprunté à l'article de la Constitution disant que tout le pouvoir central et local appartenait aux soviets.

La dictature bolchéviste viola dès le début cette Constitution, ou plutôt elle ne l'appliqua jamais. Rappelons à cet effet que les remontrances de Rosa Luxembourg furent rédigées quelques mois après le vote de cette charte constitutionnelle. Quand les marins exigèrent plus tard l'application réelle des droits acquis en 1918, ils furent appelés contre-révolutionnaires et agents de la bourgeoisie internationale. Seize ans plus tard Serge reconnaît ces revendications comme devant infailliblement amener la contre-révolution; cela montre combien grande fut l'aberration bolchéviste à l'égard du danger de la démocratie.

Les lois fondamentales de la République soviétique, résumé juridique de l'idéologie d'Octobre, étaient à tel point oubliées à la fin de la guerre civile, qu'il fallait une troisième révolution pour les reconquérir et les appliquer dans la vie quotidienne. C'est dans ce sens que les Cronstadiens emploient le terme de la 3ème révolution. «*A Cronstadt est posée la première pierre de la 3ème révolution qui brisera les dernières chaînes liant les masses laborieuses et ouvrira une voie nouvelle pour la création socialiste*» écrivent les insurgés (Izvestia du 8 mars).

Nous ne savons pas si la voie démocratique permettait de sauver les conquêtes d'Octobre, et si la situation économique du pays, au caractère agraire prononcé, se prêtait à la première expérience d'application du socialisme. Ces problèmes sont sujets à discussion et sont trop complexes pour être résolus rétrospectivement dans l'état actuel des sciences sociales. Mais le devoir de ceux qui cherchent la vérité est de la dire sans fards, car il ne suffit pas de prendre un air scientifique insultant pour expliquer les phénomènes historiques.

Cherchant une explication de la genèse de la bureaucratie, qui avait étouffé toute vie réelle dans les institutions de l'Etat soviétique, Trotski n'éprouve aucune difficulté à exposer sa conception. Dans son livre *La révolution trahie* il dit que la raison principale résidait dans le fait que les chefs démobilisés de l'armée rouge avaient occupé les postes dirigeants dans les soviets locaux et y avaient introduit les mœurs de l'armée, cependant que le prolétariat se trouvait fatigué après le flux révolutionnaire. D'où la naissance de la bureaucratie. Il faut ajouter que Trotski chercha lui-même à introduire ces mœurs dans les syndicats. Était-ce pour éviter la fatigue au prolétariat? Si celui-ci se trouvait fatigué comment se fait-

(5) Rosa Luxembourg: *La Révolution russe*, Cahiers de Spartacus.

il qu'il ait pu encore mener des grèves quasi-générales dans les villes les plus importantes et les plus industrielles? Et si le parti communiste était vraiment le pilier de la révolution sociale pourquoi n'a-t-il pas soutenu le prolétariat dans sa lutte contre la jeune, mais déjà puissante bureaucratie, au lieu de le massacrer alors qu'il était déjà épuisé par trois années de guerre impérialiste et trois années de guerre civile? Pourquoi ce parti communiste s'est-il confondu avec l'Etat dictatorial?

Il faut admettre que ce parti n'était plus ni révolutionnaire, ni prolétarien et c'est ce que les Cronstadiens lui ont reproché. Leur mérite est justement de l'avoir dit en 1921, quand il était encore temps de redresser la situation et non d'avoir attendu 15 années, quand la défaite fut définitive.

En fait, le bureaucratisme est en Russie une tare héréditaire, peut être aussi vieille que l'Etat russe lui-même. Les bolchéviks au pouvoir ont hérité non pas de la bureaucratie tsariste elle-même, mais de son esprit et de son atmosphère. Ils devaient savoir que l'Etat, en élargissant ses fonctions aux affaires économiques, en devenant le propriétaire des richesses naturelles et de l'industrie, créait le risque immédiat de voir renaître et d'approfondir l'esprit bureaucratique.

Un médecin soignant un malade qui a de mauvais antécédents héréditaires, doit appliquer un traitement tenant compte de ses tares et lui conseiller de prendre des précautions. Quelles précautions les bolcheviks prirent-ils pour combattre la tare bureaucratique évidente dès les premières années de la révolution? Quel autre moyen existait-il de la combattre sinon de ventiler l'atmosphère par un puissant souffle démocratique et de lui appliquer un contrôle rigoureux et effectif par les masses laborieuses?

Certes, il fut bien question de contrôle mais en réalité le commissariat de l'*Inspection Ouvrière et Paysanne* qui en était chargé confia ces fonctions aux mêmes bureaucrates.

Il ne faut donc pas chercher les causes du bureaucratisme bien loin: elles résidaient tout d'abord dans la conception bolchéviste de l'Etat absolutiste commandé et contrôlé par un parti organisé lui-même sur des bases absolutistes et bureaucratiques; elles étaient ensuite aggravées par la tradition bureaucratique propre à la Russie.

Il est faux de faire supporter à la paysannerie la responsabilité des défaites de la Révolution et sa dégénérescence en régime bureaucratique. Il serait par trop facile d'expliquer toutes les difficultés de la Russie par son caractère agraire. On dit à la fois que la révolte cronstadienne contre la bureaucratie était d'origine paysanne et que la bureaucratie était également de caractère paysan. Avec une pareille conception du rôle de la paysannerie, on peut se demander comment les bolchéviks osèrent alors propager l'idée de la révolution sociale et lutter pour son application dans un pays agraire?

Sans doute croyaient-ils pouvoir se permettre pareils gestes dans l'espoir d'une révolution mondiale, tout en se considérant comme son avant-garde.

Mais une révolution dans un autre pays n'aurait-elle pas été influencée par l'esprit de la révolution russe? Quand on évalue son autorité morale dans le monde, on se demande si ses déviations ne devaient pas éventuellement marquer de leur empreinte d'autres pays en révolution. De multiples faits historiques autorisent pareil jugement. Tout en reconnaissant l'impossibilité de faire triompher la véritable construction socialiste dans un seul pays, on peut douter que la plaie bureaucratique du régime bolchéviste puisse être guérie par un souffle venant d'un autre pays en révolution.

L'expérience fasciste dans des pays comme l'Allemagne démontre qu'un développement capitaliste très avancé ou des traditions démocratiques comme en Italie ne constituent encore pas des garanties puissantes contre l'enracinement d'un esprit absolutiste et autocratique. Sans chercher à expliquer le phénomène, il faut cependant constater la vague puissante d'autoritarisme venant de pays économiquement avancés menaçant d'engloutir nos anciennes idées et traditions. Or, il est un fait incontestable que le bolchévisme est moralement apparenté à cet esprit absolutiste; il lui avait pour ainsi dire créé un précédent dangereux. Nul ne pourrait donc affirmer qu'au lieu de se démocratiser, le bolchévisme ne se serait pas manifesté par son influence absolutiste dans une autre révolution qui aurait suivi celle de la Russie.

La voie démocratique ne présentait-elle pas un danger réel? N'y avait-il pas à craindre l'influence réformiste dans les soviets grâce au libre jeu de la démocratie? Nous croyons bien que ce danger existait réellement, mais il n'était pas plus à craindre que les résultats inévitables de la dictature incontrôlable d'un seul parti ayant déjà Staline comme secrétaire général.

On nous dit que le pays était à bout de forces et avait perdu de ses capacités de résistance. Le pays était en effet las de faire la guerre, mais il était par contre, gonflé de forces constructives et pourvu au plus haut degré du désir de s'instruire et de s'éduquer. A peine la guerre civile terminée, on constata une véritable ruée des ouvriers et des paysans vers les écoles, universités ouvrières et vers l'enseignement technique. Ce désir n'était-il pas le meilleur indice de la vivacité et de la résistance de ces classes? Dans un pays où l'analphabétisme atteignait un degré énorme, cette instruction aurait pu largement contribuer à permettre le véritable exercice du pouvoir par des masses laborieuses.

Mais par essence la dictature dévore les forces créatrices du peuple et malgré les efforts incontestables du pouvoir central pour répandre l'instruction parmi les travailleurs, s'instruire devint bientôt le privilège des membres du parti fidèles à la fraction dirigeante. Dès 1921, on commença à nettoyer de leurs éléments indépendants les facultés ouvrières et les écoles pour l'enseignement supérieur. Ce nettoyage s'accrut encore avec le développement de tendances oppositionnelles au sein du parti. L'effort d'éducation du peuple fut de plus en plus compromis. Le désir de Lénine que chaque cuisinière puisse devenir un homme d'Etat eut de moins en moins de chance de se réaliser.

Les conquêtes révolutionnaires ne pouvaient se développer que par la participation réelle des masses. Toute tentative de substituer une «élite» à cette masse était profondément réactionnaire. En 1921 la révolution se trouvait à la croisée des chemins: Prendre la voie démocratique ou suivre la voie dictatoriale, telle était la question! En mettant le parlementarisme bourgeois et la démocratie ouvrière dans le même sac, les bolchéviks les condamnaient tous les deux. Ils songeaient à construire le socialisme par en haut; par des manœuvres habiles d'état-major; en attendant la révolution mondiale qui ne se hâtait pas de venir, ils construisirent un capitalisme d'Etat où les classes laborieuses n'avaient plus le droit de disposer d'elles-mêmes.

Lénine n'était pas le seul à voir que Cronstadt était une brèche dans ce plan dictatorial. Il comprenait bien, comme d'ailleurs les bolchéviks, que le monopole de son parti était en question. Cronstadt frayait le passage à la démocratie ouvrière qui ne pouvait coexister avec ce monopole. C'est pourquoi Lénine préféra l'abattre, d'une manière peu noble mais plus sûre, par la calomnie en accusant Cronstadt d'être alliée à la bourgeoisie et à la contre-révolution agraire. Quand Kouzmine, commissaire de la flotte de la Baltique, avait dit, lors du meeting du 2 mars à Cronstadt, que les bolchéviks ne céderaient pas le pouvoir sans combattre, il était le seul à dire la vérité. Lénine a dû se moquer de ce commissaire qui ne connaissait pas l'ABC de la morale et de la tactique bolchévistes. De ce point de vue il fallait moralement et politiquement abattre l'adversaire et non pas s'expliquer avec lui à coup d'arguments véritables. C'est ce que fit le gouvernement bolchevik. Les insurgés étaient une masse grise, mais de celles qui manifestent parfois un sens politique miraculeux. Si chez eux se fût trouvé un certain nombre d'hommes au-dessus du niveau de la masse, il est fort possible que l'insurrection n'aurait jamais eu lieu, car ils auraient compris que les revendications des insurgés se trouvaient en contradiction flagrante avec la politique menée par le Kremlin, et que le gouvernement était, à cette époque, assez bien organisé pour abattre, sans pitié ni sentiment, tout courant qui oserait s'opposer sérieusement à ses vues ou à ses plans.

Les Cronstadiens étaient sincères et naïfs. Croyant à la justesse de leur cause ils ne prévoyaient pas la tactique de l'adversaire. Ils attendirent l'aide du pays entier dont ils savaient exprimer les doléances. Ils perdirent de vue que ce pays se trouvait déjà enfermé dans le cercle de fer d'une dictature qui ne permettait plus au peuple la libre expression de ses désirs, le libre choix de son régime. La grande discussion idéologique et politique à main armée entre les «réalistes» et les «rêveurs», entre les «socialistes scientifiques» et la «volnitza» (6) révolutionnaire se termina en 1921 par la défaite politique et militaire de cette dernière. Mais cette défaite, Staline devait se charger de prouver au monde qu'elle était aussi la défaite du socialisme sur la sixième partie du globe.

Paris, 1938.

(6) *Volnitza*: libre conférence.